

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 01/08/2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 19/06/2024  
**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VALEOR (Groupe PIZZORNO)**

109 rue Jean Aicard  
83300 Draguignan

Références : D-UD83-2024-0375  
Code AIOT : 0006402254

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement VALEOR (Groupe PIZZORNO) implanté 4 allée de Vaugrenier Parc d'activité des ferrières II 83490 Le Muy. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 04/12/2023.

Cette mise en demeure a fait suite à la visite d'inspection du 20/09/2023 qui avait pour but de contrôler le respect de l'arrêté de prescription complémentaire du 21 avril 2023.

La mise en demeure portait sur la sécurité incendie, la gestion des DEEE et l'état des stocks

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALEOR (Groupe PIZZORNO)
- 4 allée de Vaugrenier Parc d'activité des ferrières II 83490 Le Muy
- Code AIOT : 0006402254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VALEOR, filiale du groupe PIZZORNO, exploite le centre de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux, de la commune du Muy, depuis 2014. Cette installation était anciennement exploitée par la société SMA.

Ce centre est soumis aux rubriques 2714 et 2716 suivant le régime de l'enregistrement, ainsi qu'aux rubriques 2710, 2713, 2715 suivant le régime de la déclaration.

Cela signifie que l'installation peut recevoir les déchets suivant des particuliers et de collectivité :

- papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois
- déchet non dangereux non inerte,
- verre,
- métaux,

Le centre dispose actuellement de box d'une halle de stockage de balles extérieure ainsi que d'un bâtiment de tri.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	détection automatique d'incendie/vidéo-surveillance	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 21/04/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 21/04/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	conditions de stockage	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 21/04/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	conditions d'exploitation des différents stockages	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 21/04/2023, article 3-7-3	Sans objet	Sans objet
5	état des stocks	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 21/04/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite et suites aux différents échanges, il a été constaté que l'exploitant avait corrigé les non-conformités pour lesquelles il avait été mis en demeure.

Cependant, afin de confirmer la conformité du système de détection automatique d'incendie au niveau du hall de stockage de balle, un justificatif supplémentaire attestant de la levée des réserves mineures, présentes dans le PV de réception, est demandé. L'exploitant a indiqué que les démarches adéquates étaient en cours.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 04/12/2023, article 1 (respect de l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/23)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2024</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener dès la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes);
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues à l'article 7 de l'AMPG du 6 juin 2018 ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- les plans d'implantation des aires de stockage et murs coupe-feu;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque zone de stockage ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage, si elles existent;
- la localisation des interrupteurs centraux visés, ci-après;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques;
- les mesures particulières prévues, nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Il prévoit, en outre, les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise:

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;
- les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et milieux;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées

**Constats :**

Par courrier reçu le 17/11/2023, l'exploitant a communiqué les éléments suivants :

- Une fiche réflexe détaillant la procédure pour évacuer des déchets en combustion dans un

camion à fond mouvant. La présence de ce document dans le classeur à disposition des pompiers à l'entrée du site a été constatée le jour de la visite.

Les 04/03/2024 et 18/06/2024 les documents suivants ont été transmis par mail à l'inspection des installations classées :

- Une fiche réflexe « Évacuation » qui présente la localisation de la vanne martellière, les accès pompiers, le point de rassemblement, le rôle de chacun (guide file, serre-file, interlocuteur des pompiers, responsable d'évacuations...). Ce document indique également que l'interlocuteur des pompiers doit s'assurer d'avoir un talkie-walkie avec de la batterie afin de pouvoir communiquer avec les différentes personnes présentes sur site. La présence de ce document dans le classeur à disposition des pompiers à l'entrée du site a été constatée le jour de la visite.

- Une liste de contact et un planning d'astreinte. Cette liste de contact a été hiérarchisée de manière à ce que des priorités d'appel soient établies en cas d'incendie. La présence de ce document dans le classeur à disposition des pompiers à l'entrée du site a été constatée le jour de la visite.

- Un plan de formation à jour.

- Un plan localisant la vanne martellière et précisant les modalités de manœuvre.

- Un plan localisant les différents poteaux incendie avec leurs aires de recouvrement, ainsi que les RIA, les extincteurs ainsi que les cuves de stockage d'eau d'extinction incendie avec leurs points de pompage. Ce plan présente également les accès adaptés aux engins de lutte contre l'incendie.

- Un plan localisant l'interrupteur général l'électricité, complété par un plan des arrêts d'urgence présents sur le site.

- Une note de service présentant les mesures à mettre en place lors d'une indisponibilité du système d'extinction automatique. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant nous a présenté un système de pointage utilisé pendant les rondes permettant de s'assurer que toutes les zones sensibles ont été contrôlées. L'exploitant nous a également indiqué que des rondes avaient été mises en place en toutes situations et que ces dernières étaient renforcées en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique lorsque ce dernier n'est défaillant que dans certains secteurs.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de réception d'installation sprinkler émit par AXA. Ce rapport émet certaines réserves. Cependant, l'exploitant nous a transmis un échange de mail avec l'assureur dans lequel les réponses apportées par VALEOR aux réserves émises sont dans leur grande majorité acceptées par l'assureur et de manière générale, elles n'impliquent pas un défaut de fonctionnement du système de sprinklage. D'autre part, par mail du 21/06, un document d'AXA postérieur au rapport de réception indique que les réserves concernant la protection pas système d'extinction à eau ont été levées.

Enfin, par mail du 21/06/2024, l'exploitant a envoyé les documents suivants :

- Une fiche réflexe indiquant que les accès pompiers en cas d'incendie sont les mêmes en période ouvrée et non ouvrée mais également que l'alarme peut être aussi bien automatique que manuelle (présence de déclencheurs manuels dans tous le centre de tri).

- Une convention d'intervention post accident avec un bureau d'étude qui se chargera des prélèvements environnementaux. Cette convention prévoit un PDP (Plan De Prévention) à l'année avec le bureau d'étude en prévention d'une intervention sur site. En cas d'indisponibilité de ce dernier, si la situation ne permet pas d'alternative, Valéor pourra se charger de réaliser les prélèvements environnementaux. Une proposition de formation a été transmise par le bureau d'étude et l'exploitant dispose d'un kit de prélèvement sur site.

Dans le cas où les prélèvements seraient réalisés par Valéor, un document indiquant les raisons et les lieux de prélèvement sera complété et sera tenu à la disposition de l'inspection (Un modèle a

été transmis par Valéor par mail du 21/06/2024) L'inspection pourra également demander l'attestation de formation de la personne ayant réalisé les prélèvements et ces formations devront apparaître sur le plan de formation.

**REMARQUES:**

– Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble de la procédure d'accueil des services d'incendie et de secours doit être adapté en période ouvrée ou non ouvrée, et pas seulement le plan d'accès pompier.

– Il est également rappelé que les prélèvements réalisés post accident, sur une matrice eau, devront à minima permettre d'identifier les concentrations des différents paramètres conditionnant un rejet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : CONDITIONS DE STOCKAGE**

**Référence réglementaire :** AP de mise en demeure du 04/12/2023, article 1  
(respect de l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/23)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des matières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue: 19/06/2024

**Prescription contrôlée :**

[...]

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) issus des refus de tri et les déchets ménagers spéciaux (DMS) sont stockés dans des locaux couverts et fermés.

[...]

La hauteur du stockage à l'intérieur du hangar de stockage de balles est inférieure à 3 m. Ce dernier comprend un mur coupe-feu sur son côté sud-ouest, vers la maison d'habitation. Le stockage est limité en partie ouest du hangar, de manière à garantir que la voie engins longeant le hangar soit toujours située en dehors des zones d'effets thermiques correspondant au seuil des effets irréversibles de 5 kW/ m<sup>2</sup>

**Constats :**

Des photos des bacs de DEEE stockés sous abris ont été transmises par courrier le 17/11/2023 et par mail le 04/03/2024.

Lors de notre inspection, les bacs, qui avaient tout juste été vidés, étaient installés à l'extérieur de manière à récupérer les DEE issus du tri. L'exploitant nous a indiqué que lorsque les bacs sont remplis, ils sont alors rangés sous abri en attendant leur évacuation.

Par mail du 21/06/2024, l'exploitant a transmis une photo de la sortie de trémie de remplissage des bacs de DEE. Cette dernière est désormais couverte.

Il est rappelé à l'exploitant que le stockage sous abris s'applique également aux déchets ménagers spéciaux (aérosols, peintures...)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DES DIFFÉRENTS STOCKAGES

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 04/12/2023, article 1 (respect de l'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/23)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des matières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements et moyens de défense incendie sont accessibles en tout temps. [...]
<b>Constats :</b>  Par courrier et par mail les 17/12/2023 et 04/03/2024, l'exploitant nous a transmis des photos qui montrent que les RIA sont bien dégagés et accessibles. C'est également ce que nous avons constaté lors de notre visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE/VIDÉO-SURVEILLANCE

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 04/12/2023, article 1 (respect de l'article 3.8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/23)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La halle de stockage des balles est équipée d'un système de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site ou du personnel dédié à la surveillance du site. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.  Le site dispose également : – d'une vidéo-surveillance, – d'un gardiennage permanent des installations.
<b>Constats :</b>  Le 04/03/2024, un bon de commande pour une « protection par détection automatique thermique du hangar de stockage de balle » a été transmis par mail à l'inspection de l'environnement. Il date du 15/01/2024 avec demande d'installation au 31/01.  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le système de détection automatique avait

effectivement été installé. Un câble composé de cellule de détection serpente au plafond du hall de stockage de balle.

Par mail du 21/06/2024 le PV de conformité de l'installation nous a été transmis. Deux réserves sont émises et nécessitent des actions complémentaires de la part de l'exploitant (remise du DOE et gestion du dérangement des centrales thermo à confirmer).

La mise en demeure du 04/12/2023 visait notamment à ce qu'un système de détection automatique soit installé. La mise en demeure est donc considérée comme étant respectée, cependant, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le PV de réception mentionnant la levée des réserves.

Nota : l'exploitant nous a annoncé en séance que le projet de construction du nouveau bâtiment de tri robotisé (ITAR) qui devait être construit, comme projeté dans le dossier de porter à connaissance que nous avons instruit (objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/23), était abandonné au profit d'un autre projet en cours de définition.

Ainsi, l'exploitant déposera prochainement un nouveau dossier de porter à connaissance qui aboutira in fine à des modifications de certaines prescriptions techniques qui sont devenues non adaptées ou non applicables.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre sous 1 mois le PV de réception avec le constat de levée des réserves

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : ÉTAT DES STOCKS**

**Référence réglementaire :** AP de mise en demeure du 04/12/2023, article 1  
(respect de l'article 3.7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/23)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Quantité de déchet stockée

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des



installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

[...]

#### **Constats :**

Les 04/03/2024 et 18/06/2024, l'exploitant a transmis des plans permettant de localiser les emplacements de stockage de matière et déchets (Encombrants, refus, DAE...).

En plus de ce document, un tableur indiquant les quantités de déchets par typologie a été transmis. Ce tableur permet de répondre au besoin d'un état des stocks vulgarisé.

Par mail du 21/06/2024, un fichier classant les matières et déchets par typologie et selon leur risque vis-à-vis d'un incendie a été transmis. Ce document est accompagné du plan des zones de stockages. Il permet de connaître rapidement la quantité de déchets stockée dans chaque zone et le risque que présentent ces déchets vis-à-vis d'un incendie.

Un document précisant le contenu et les volumes de produits présents dans la zone de stockage des déchets dangereux a également été transmis.

**Type de suites proposées:** Sans suite

**Proposition de suites:** Levée de mise en demeure